

à cette époque que figurât dans le Plan la nationalisation des industries-clés et du crédit.

Le Parti pourra rappeler également que la C.G.T., dans son congrès de Toulouse (5 mars 1936) n'a donné son adhésion au programme du Rassemblement populaire qu'à la condition expresse d'associer étroitement les revendications de ce programme aux réformes de structure énoncées dans son propre Plan. Peut-on faire fi d'une volonté qui est aujourd'hui celle de cinq millions de syndiqués, c'est-à-dire du gros des troupes du Rassemblement populaire?

EUX ET NOUS

S'il était nécessaire, le Parti pourrait même parler un langage plus énergique et susceptible d'être compris par l'opinion populaire. Il pourrait faire observer que, du fait même qu'il détient la majorité et la direction dans le gouvernement de Front populaire, la responsabilité de l'expérience en cours retombe presque entièrement sur lui. Envisageons, rien qu'un instant, l'hypothèse d'un naufrage. Dans ce cas, il resterait quelques chances aux « coparticipants » d'éviter (au moins provisoirement) la noyade. Les chefs radicaux réussiraient peut-être à se réfugier, comme en d'autres circonstances, dans le giron de la « mère malade », à se revigorer par une petite cure d'« union nationale ». Quant à nos frères communistes, qui n'ont pas cru devoir s'associer à l'expérience sur le plan gouvernemental, ils parviendraient peut-être à se tirer plus ou moins indemnes de l'aventure. Il n'en est pas de même pour notre Parti. Les espoirs qu'il a soulevés et qu'il a promis de ne pas décevoir sont tels que l'échec de l'expérience serait sa propre banqueroute. Et c'est pourquoi il a la volonté farouche de réussir; et c'est pourquoi il a le droit d'imposer à ses coparticipants « les solutions de décision, d'énergie, d'audace et de volonté » (pour parler le langage de nos congrès) qu'il croit seules susceptibles d'assurer la réussite de l'expérience.

Néanmoins, ne nous faisons pas trop d'illusions sur les dispositions de certains de nos alliés. Il n'est pas douteux que les chefs radicaux restent hostiles — et pour cause — aux nationalisations. Comme l'écrivait Lebas dès 1934 : « *Le Parti radical a pu avoir dans son programme la nationalisation des monopoles privés, et qui peut encore sérieusement croire qu'il la veut?* » (Populaire du 31 décembre 1934.) M. Albert Sarraut nous a déjà prévenus expressément : « *En aucun cas, un programme nouveau succédant à ce qu'on a appelé la « pause » ne saurait nous acheminer vers une acceptation quelconque de la révolution marxiste. Nous ne sommes pas collectivistes...* » (Discours de Carcassonne, 18 avril 1937.) Sous la formule — épouvantail de « révolution marxiste », M. Albert Sarraut vise évidemment les nationalisations.

ALORS ?

Alors notre Parti cédera-t-il à ce chantage, renoncera-t-il au « nouveau programme », continuera-t-il la pause sine die, avec une « loyauté » poussée jusqu'au sacrifice? Ce n'est pas nous qui répondons. Nous laissons la parole à un représentant de la majorité du Parti, André Mureine. Et celui-ci affirme : « Ce n'est que sous la **PRESSION DES MASSES** que nous obtiendrons l'adhésion de toutes les organisations (du Rassemblement populaire). » (Populaire du 27 janvier 1937.) Nous sommes bien persuadés, en effet, qu'une simple discussion autour du tapis vert de la Commission du Programme n'aboutirait pas à grand-chose sans l'intervention active des masses. Est-il besoin de rappeler qu'une telle intervention, en juin 1936, a déjà permis d'arracher à la bourgeoisie, au Sénat réactionnaire un certain nombre de réformes sociales qui ne figuraient pas au programme du Rassemblement populaire, qui bousculaient même quelque peu le rythme, sinon le cadre, de l'expérience primitive? Et c'est pourquoi la Commission du programme devra délibérer sous la pression d'une foule ardente et résolue à se sauver

...Voyez-vous rassemblés dans un même gouvernement des hommes qui seraient chargés, les uns de défendre les intérêts du capitalisme, les autres, les intérêts des travailleurs?

J.-B. SEVERAC.

(Lettres à Brigitte.)

elle-même, sans attendre que la manne lui tombe du ciel. Si les négociations traînaient en longueur ou s'avéraient difficiles, il serait du devoir strict du Parti (et le congrès devra le dire explicitement) de dénoncer publiquement toutes les responsabilités, d'où qu'elles viennent, et d'entreprendre une vigoureuse campagne d'agitation.

Mais n'attendons pas d'en être arrivés là.

C'est dès maintenant que le Parti doit puiser dans le soutien des masses son énergie et son audace, qu'il doit aller à elles, qu'il doit leur faire comprendre directement, et par-dessus certaines têtes rétives, la nécessité du « second programme », la nécessité des grandes nationalisations. C'est elles et elles seules qui, demain, peuvent l'aider à briser toutes les résistances.

UN FAUX DILEMME

On voit par ce qui précède combien sont injustes — pour ne pas dire davantage — les tentatives de certains de nous enfermer dans un dilemme : « *S'il en est, écrivait Séverac, qui pensent que nos amis au gouvernement n'ont pas rempli fidèlement leur mandat, il n'y a qu'à déclarer maldonne, qu'à reprendre les mandats confiés par erreur ou mal remplis, il n'y a qu'à demander qu'on sorte du gouvernement.* » (Populaire du 14 janvier 1937). Nous disons que ce dilemme est faux, qu'il ne se pose pas, qu'il ne peut pas se poser. Retirer les mandats confiés, demander à Léon Blum et aux ministres socialistes de démissionner, ce serait admettre l'échec de l'expérience et, par là même, la banqueroute du Parti. Or nous voulons que l'expérience réussisse. Or nous voulons que le Parti vive. Et c'est pourquoi nous pensons, tout au contraire, que Léon Blum et ses collaborateurs socialistes doivent conserver les leviers de commande quoi qu'il arrive. Et c'est pourquoi nous espérons encore qu'ils renverseront la vapeur avant qu'il soit trop tard; qu'ils prendront résolument la tête des masses; qu'ils transformeront, avec le soutien de celles-ci, le gouvernement actuel en

un gouvernement de combat, décidé à recourir à tous les moyens — sans en excepter aucun — pour « arracher définitivement l'Etat aux féodalités industrielles et financières ».

SAUVER LE PARTI

S'il n'en était pas ainsi, si notre appel n'était pas entendu, si la « pause », de provisoire devenait définitive, alors, sans doute, c'en serait fini de l'expérience, des immenses espoirs soulevés l'an dernier, c'en serait fait du Parti lui-même. Les possédants, après s'être servis du gouvernement de Front populaire à direction socialiste, après l'avoir soumis à leurs volontés, après l'avoir discrédité en l'obligeant à rompre avec les masses, le rejetteraient comme un outil usagé, confieraient à d'autres, à la réaction, voire au fascisme, la défense de leurs intérêts et de leurs privilèges. Et le Parti serait définitivement compromis aux yeux des masses, peut-être même, comme la social-démocratie allemande, condamné à un suicide sans gloire. Est-ce pour en arriver là qu'il a poursuivi dans ce pays depuis tant d'années une propagande et une action inlassables en faveur du socialisme? Nous n'oublions pas, nous qu'on accuse parfois injurieusement de « travailler contre le Parti », « les pionniers du mouvement socialiste, ces hommes admirables qui, depuis un demi-siècle et plus, souvent traqués par le patronat et les administrations, perdant parfois leur gagne-pain et leur liberté, ont, de leur sacrifice et de leur héroïsme quotidiens, conquis lentement les esprits et les cœurs, créé pierre à pierre l'édifice de ce Parti... » (Motion votée par le Conseil national du 10 mai 1936.) Et c'est parce que nous voulons que leurs efforts ne soient pas anéantis, parce que nous voulons sauver leur héritage que nous adjurons le Parti de ne pas s'engager plus avant dans les pièges de la « pause » et de la « paix sociale », d'utiliser, pendant qu'il est temps encore, l'exercice du pouvoir pour marcher hardiment et rapidement à la conquête révolutionnaire du pouvoir.

(Les ministres socialistes anglais) portés au pouvoir par le jeu des règles parlementaires, en sont restés prisonniers...

IL EUT FALLU OU BIEN NE PAS RECULER DEVANT L'ILLEGALITE OU BIEN NE PAS PRENDRE LE GOUVERNEMENT.

J.-B. SEVERAC.

(Lettres à Brigitte.)